

n° 758 — 4 F
DU 20 OCT. AU 26 OCT 77
nouvelle édition
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

La fin
du groupe Baader
Requiem pour un débat



**immigrés:
le million
de l'infamie**

Le docteur Barre ne sait plus compter

Indice : celui de Barre était très bas (0,5 %) pour le mois d'août. Mais celui de la CGT fait preuve de beaucoup moins d'autosatisfaction pour le mois de septembre : 1,6 % par rapport à juillet 1977 ; + 8,4 % par rapport au 1^{er} janvier 1977. Les postes les plus en hausse : habitation (+ 2,4), culture (+ 2,6), transports et télécommunications (+ 1,4) et alimentation (+ 1,2). L'indice INSEE lui non plus ne sera pas bon. Le « docteur Barre » ne sait plus compter et ses « 8,5 % maxi » prévus pour la fin de l'année devraient friser les 9,5 % ! ■

Tout arrive au PSU

Eh oui, le film du PSU sur le PSU va sortir ! Il sera présenté au Conseil national de Limoges en novembre et disponible pour les sections et fédérations en janvier. C'est donc un instrument essentiel pour la campagne de réunions de 1978 (reprises de cartes, campagne électorale, meetings...).

Nous avons des images de la fête, de conflits sociaux (Fougères), des municipales (Asnières, Saint-Lô), des luttes antinucléaires (Nogent, Malville). Toute image supplémentaire sera la bienvenue : si vous disposez de films en super 8 ou 16 mm, faites-les parvenir d'urgence (le montage va commencer).

Et puis, il faut de l'argent, 20 000 F, pour finir. Que les sections qui n'ont pas encore loué le film le fassent vite. Grâce à vous, un outil original peut exister. ■

Les listes sont ouvertes

Vous avez jusqu'au 31 décembre pour vous inscrire sur les listes électorales. Sont concernés tous les électeurs ayant changé de domicile et ceux qui auront dix-huit ans au plus tard le 28 février 1978. Les demandes d'inscription doivent être déposées auprès des mairies annexes — en ce qui concerne Paris — et être accompagnées d'une pièce d'identité ainsi que d'une pièce attestant que vous habitez bien la circonscription concernée. Pour une inscription par correspondance le pli doit être recommandé. ■

A nos lecteurs

La campagne nationale d'abonnements à *Tribune socialiste* n'a pas encore commencé que déjà le courrier que nous recevons, les échos qui nous parviennent, nous encouragent vivement à opter, de manière pressante, pour un retour à 24 pages. Preuve que chaque lecteur a bien conscience de la nécessité, si l'on veut « couvrir l'événement », d'un retour à une « surface » qui le permette. Cette volonté étant acquise, il importe dès lors de s'en donner les moyens. Ces derniers seront à la mesure de notre ambition collective. La campagne nationale d'abonnements n'aura de sens qu'à ce prix. Une semaine avant le lancement de la campagne, *TS* paraîtra sur 24 pages. De telle manière que chaque lecteur puisse apprécier ce que le nouveau format, augmenté de huit pages, autorise. Dès la semaine prochaine, nous serons en mesure de dire quand, très précisément, débutera la campagne. ■

Vient de paraître
aux éditions Syros
dans la collection
« Points chauds »
Lip au féminin
18 F



L'ordre c'est l'ordre

Patrick Petitpoisson et Jean Gires, médecins à St-Lô, dans la Manche, ont été condamnés à deux mois d'interdiction d'exercice de la médecine pour refus de cotiser à l'Ordre, le 17 octobre 1976. L'Ordre régional de Basse-Normandie, en leur infligeant une telle sanction, s'est donc distingué : c'est la plus lourde condamnation qui ait été prononcée (les autres condamnations vont du blâme à la simple poursuite pour « dette » devant les tribunaux d'instance). Sévérité liée au fait que, pour le département de la Manche, seuls ces médecins refusaient de cotiser et qu'ils semblaient relativement isolés ? Patrick Petitpoisson et Jean Gires ont fait appel devant l'Ordre national des médecins. Patrick Petitpoisson est convoqué le mercredi 26 octobre à 18 h 30 devant la section disciplinaire du Conseil national de l'Ordre des médecins 60, bd de la Tour Maubourg à Paris (métro : La Tour Maubourg). Si les 2 mois de suspension étaient confirmés ils seraient applicables, l'appel devant le Conseil d'Etat n'étant pas suspensif. ■



La promo 77 en colère

Les auditeurs de justice de l'École de la magistrature de Bordeaux sont indisciplinés. Récemment, ils ont même osé voter — presque unanimement (206 sur 260) — une pétition dans laquelle ils « s'élèvent avec vigueur contre l'atteinte qui vient d'être portée aux principes les plus fondamentaux de nos libertés publiques garanties par la Constitution ». Deux candidats au concours externes d'entrée dans la magistrature se sont vus refuser le droit de concourir. Motif ? Un

comportement « caractériel » : l'un « aurait » animé un comité de soldats ; l'autre « aurait » participé à la séquestration d'un directeur administratif de l'université de Paris en 1974 et d'un professeur de Nanterre en 1976 ; tous deux, en plus, sont militants socialistes.

S'achemine-t-on vers un système d'interdictions professionnelles, se demandent les auditeurs de justice. Et nous avec. ■



● **Du 18 au 25 octobre (Gap, Hautes-Alpes)**: semaine d'information sur le nucléaire, organisée par le Comité antinucléaire de Gap. Exposition permanente sur le nucléaire à la galerie alpine, rue Carnot. Projections du film *Nucléaire, danger immédiat* le 18, à 21 h et le 19, à 17 h au centre municipal culture et loisirs (entrée gratuite). La semaine sera clôturée par un débat le 25 à 21 h toujours au centre municipal. Contact : René Jarry, 9, passage Rolland, 05 000-Gap.

● **19 au 25 octobre (Paris 5^e)**: cinéma roumain; l'association française des cinémas d'art et d'essai organise une semaine de cinéma roumain. 14 films seront présentés au cinéma La Clef, 21, rue de la Clef dans le 5^e. Pour détails du programme tél : 337.89.92.

● **21 octobre (Paris 7^e)**: Centre populaire de formation socialiste: cycle « Economie » par Yves Barou à 19 h au CREFA. 78, av. de Sèvres (7^e) M^e Duroc.

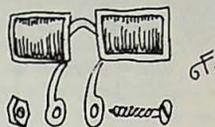
● **21 octobre (Paris 20^e)**: *Champ social* revue d'informations et de débats sur les luttes du secteur social a besoin de

fric: un gala de soutien est organisé le 21 octobre à la Maison de quartier, place des Fêtes, 9, rue du Pré-Saint-Gervais dans le 20^e, M^o: Place des fêtes. Il y aura des forums sur 4 thèmes: loi sociale, contrôle social; les structures carcérales (invité Michel Foucault); travail social. Un spectacle, aussi, avec Joël Favreau, Pierre Haralambon, la troupe Z et Mamadoducura, groupe folklorique de travailleurs africains. Tout ça pour 15 ou 20 F selon votre bon cœur.

● **22 octobre (Reims)**: Plateforme de revendications et d'objectifs immédiats de la CFDT au parc de la Patte d'Oie à Reims. 11 h: rassemblement régional; expression des travailleurs en lutte (Lip - Montefibre); pique-nique; animation permanente pour les enfants. 16 h: meeting avec H. Lesire-Ogrel. 16 h 30: soirée avec Francesca Sollevile et Nicolas Peyrac. Pour tout contact: URI-CFDT, 3 bis, rue Marie-Stuart - 51100 Reims, tél.: (26) 47 55 65.

● **23 octobre (Chaumont)**: Claude Didier, militant syndicaliste CFDT a refusé en décem-

bre son affectation à l'Office national des forêts. Objecteur de conscience, il est appelé à comparaître le 25 octobre à 13 h 35 au palais de justice de Chaumont: il risque un an de prison ferme. Un gala de soutien est organisé par le comité de soutien le 23 octobre à 14 h (15 F) à



la salle des fêtes de Chaumont. Il y aura Imago, Font et Val, le Théâtre du jet d'eau, la Globloche et beaucoup d'autres...

● **24 octobre (Paris 13^e)**: Le Mouvement français pour le planning familial organise deux débats: le 24 octobre à 21 h au CHU Pitié Salpêtrière, 91, bd de l'Hôpital (13^e): « La médecine, bonne conscience de la société », à l'occasion du livre de Jean Carpentier *Médecine générale*.

● **29 octobre (La Cavalerie - 12 230)**: depuis 1971, le ministère de la Défense nationale veut agrandir le camp militaire du Larzac. La lutte des paysans contre ce projet s'est manifestée sous des formes diverses et souvent inattendues. Cette lutte, par le mouvement populaire qu'elle a suscité, est un exemple de ce que peut être une autre forme de défense. C'est dans ce contexte qu'est né le projet du CUN du Larzac, centre de recherches et rencontres pour une autre défense. Sa prochaine session aura lieu du 29 octobre en soirée au 2 novembre à 15 h: visite du plateau, contacts avec des paysans, historique de la lutte, projection de film, rôle de la non violence. Si vous êtes intéressés: pour tous renseignements supplémentaires sur cette session et sur le chantier de construction du CUN, adressez-vous au: CUN du Larzac, La Blaquérie - 12 230 - La Cavalerie.

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la

rubrique « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64. ■

humeur

écologes sauvages, écologes d'élevage

Chirac en vélo, Giscard amoureux fou des écologes et embauchant un ingénieur des Ponts-et-Chaussées pour lui servir de conseiller vert, Lecanuet sortant Philippe Saint-Marc d'un placard pour rappeler aux écologistes naïfs qu'il a autrefois écrit la *Socialisation de la nature* tout en insistant plus sur le côté nature que sur le côté socialisme... La majorité tourne désespérément sa mayonnaise pour faire passer sa nouvelle salade verte. Les lapins écologes sortent aussi des hauts-de-formes et les notables d'environnement voient enfin s'avancer les fauteuils qu'ils guignaient.

Mais les premières battues de cette chasse à l'écolo se révèlent un peu décevantes: l'écolo sauvage, le vrai, l'authentique, celui qui se nourrit de centrales nucléaires, de carottes râpées, de pollution, d'autogestion, de manifs et de forêts vertes, est on ne peut plus méfiant. On ne l'attrape pas avec un brin de salade.

Alors, les chasseurs de la majorité ont mis au point une méthode qui a déjà fait merveille dans les campagnes: ils lâchent dans la nature des écologes apprivoisés. Verts juste ce qu'il faut pour pas être dévorés tout cru par les écologes sauvages lors de leur première sortie. Une fois éloigné de la cage, l'écolo apprivoisé caracole un peu, fait chorus à propos de l'apolitisme, attrape de gros boutons dès qu'il aperçoit un chasseur de gauche, fait des enveloppes la nuit, s'offre gentiment pour recopier le fichier, abîme éventuellement un beau pantalon pour suivre une petite manif, vote dans les assemblées générales, ricane à l'évocation du nom de Chirac puis, un jour, pousse des soupirs à fendre l'âme en parlant de Giscard.

La chasse est alors terminée et, sur un petit coup de sifflet

que l'on entendra en décembre et en janvier, les chasseurs d'écologes font rentrer leurs ouailles au bercail. A la niche: et ce sera bien le diable si tous ces petits animaux reviennent seuls. En termes de chasse, cela s'appelle un appelant et c'est depuis assez longtemps interdit par le ministère de l'Environnement. La loi électorale, en revanche, est muette sur ce sujet...

Reste, quand même, que les écologes apprivoisés ne manquent pas d'arguments pour entraîner les autres: le budget de l'environnement vient d'augmenter de 33%. De mémoire de pollueurs et de Bête des Vosges, c'est la plus forte progression enregistrée dans un pays développé au cours des dix dernières années. C'est vrai, rien à redire à cela, les journaux rabatteurs qui s'en vantent déjà n'ont ni menti, ni arrangé la vérité.

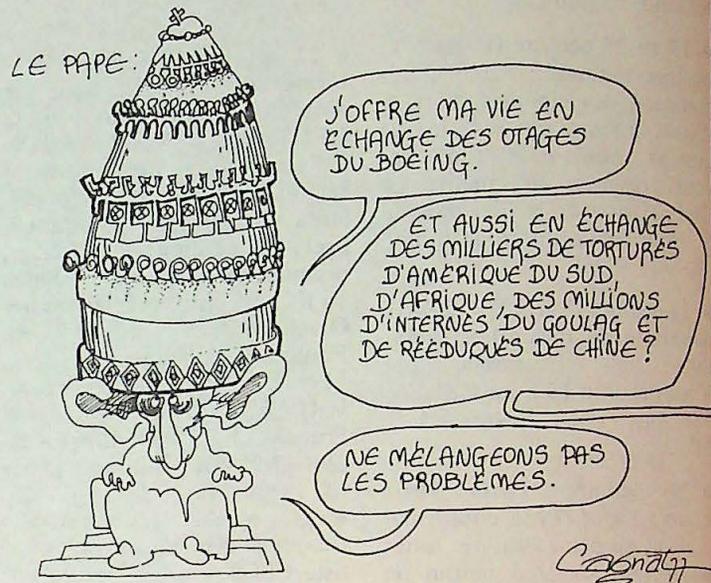
Devant l'écolo apprivoisé qui frétille doucement de la queue, l'écolo sauvage rêve, puis salive, tandis que l'autre spéculé sur sa mémoire politique un peu courte. Z'ont l'air si gentils, ces écologes d'élevage: il y en a même qui se déclarent non-violents, le soir, après dîner, en sirotant leur cognac et en maîtrisant les soubresauts qui les agitent parfois devant les grossièretés des écologes sauvages. La vie est parfois dure pour l'écolo apprivoisé, mais, heureusement, la mangeoire est toujours bien (blurp!) garnie.

L'avantage, quand on rêve discrètement à Giscard, c'est que l'on ne se sent pas obligé de dire qu'en progressant de 33%, le budget de l'environnement a atteint... 0,08% du budget de l'Etat; et que sur les 358 millions prévus, 50 serviront à construire les barrages de Naussac et de Villerest.

C.M. VADROT ■



BREZINSKI (MINISTRE US): "S'IL Y AVAIT UNE GUERRE ATOMIQUE, CE NE SERAIT PAS FORCÉMENT LA FIN DU MONDE".



Cagnat

courrier des lecteurs

Nouvelle formule

La nouvelle formule est intéressante : elle peut permettre une meilleure utilisation de « l'espace » du journal et si, par la même occasion, elle aide à réaliser quelques économies, on ne peut que s'en réjouir. Cependant *TS* demeure encore trop léger dans sa couverture de l'actualité — le manque de pages se fait sentir vu la réduction du format. Il faut tout faire pour revenir à la pagination antérieure si l'on veut que le journal devienne, dans la période qui vient, un outil pour notre stratégie et un élément de référence pour le courant avec lequel nous avançons. Si des questions techniques et financières se posent réellement, il est non moins vrai que l'enjeu de *TS* reste profondément politique, et que son développement est lié aux réponses que nous saurons apporter à l'évolution de la situation à gauche et à la progression de la dynamique autogestionnaire. De ce point de vue il est important que les analyses de *TS* soient plus fouillées, notamment en ce qui concerne la stratégie de l'Union de la gauche.

Ainsi les deux articles de S. Depaquit sur les causes de la rupture et la perspective d'une recombinaison de l'unité, s'ils avancent des remarques justes, n'apportent qu'une partie de l'analyse que nous devons faire aujourd'hui. La place faite au PC par exemple paraît bien insuffisante. Il est en effet juste de constater la « soarisation » du PS mais la stratégie du PC mérite tout de même que l'on s'interroge sur sa signification. Si nous partageons certaines mesures avancées dans le débat par le PC, ne manquons pas de stigmatiser clairement sa conception présente de l'unité (pilonnage idéologique au profit d'un rééquilibrage sectaire, flou des intentions au-delà des mots...). *TS* se doit de combler une pareille lacune.

J.-M. CHARPENTIER ■

Villiers-le-Bel ■

Et nous qui nous demandions, justement, si la notion de « soarisation » du PS était bien appropriée. Et pensions qu'elle méritait au moins un certain débat...

C.D. ■

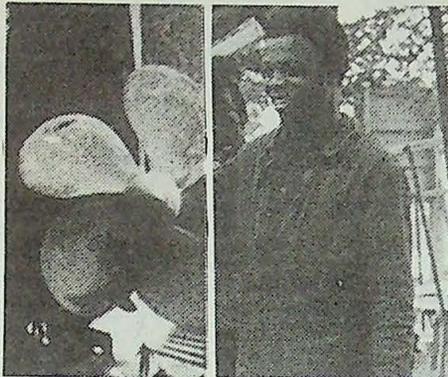
Helmut et François : ne pas confondre

La 16^e section de la région parisienne, réunie le 13 octobre 1977, s'élève contre la publication dans *Tribune socialiste* n° 756 p. 15, de la bande dessinée de Cagnat qu'elle considère comme déplacée et contraire à l'orientation du parti. Ces dessins assimilent François Mitterrand à Helmut Schmidt. Or, quelles que puissent être les arrière-pensées de Mitterrand, il représente une autre politique que celle de Schmidt et de la social-démocratie allemande. En effet, ce dernier applique sans réserve la politique d'austérité de la grande bourgeoisie allemande imposée aux travailleurs de son pays. Il refuse toute forme de coopération avec les communistes et les exclut même de la Fonction publique. Il applique la politique de l'impérialisme américain en Europe et dans le monde, aussi bien au Portugal qu'en Angola et au Zaïre... Tout autre, jusqu'à preuve du contraire, a été l'orientation du PS français et de François Mitterrand...

PSU - 16^e Section - Paris ■

● **Où va la France ?**

L'unité, une chimère ? par M. Mousel p 5
 Si la gauche ... par L. Goldberg .. p 6
 Immigrés : le million de l'infamie par C. Guerche p 7-8
 Questions à propos d'un questionnaire par N. Géro p 9
 La navale à vau-l'eau par Y. Sparfel p 10-11



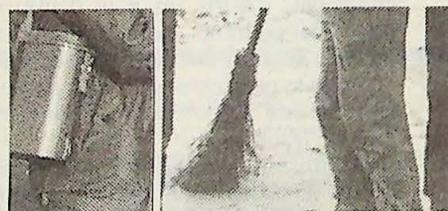
● **Et pourtant elle tourne**

Tribunal Russell made in RFA
 interview exclusive de Detlef Haritz
 propos recueillis par A. Chataignier p 12
 Des suicidés dérangeants par Cl. Desliat p 13



● **Les armes de la critique**

Vent d'est, vent de mort par F. Gastellier p 14
 La télé : points de vue par Ph. Mariélie p 15
 Y. Simon : « Parfois je chante... » par J. Sanchez p 16



EDITORIAL

l'unité, une chimère ?

Michel MOUSEL



Voilà donc Giscard décripé et Barre maniant avec énergie la pelle à charbon dans la mine à bulletins de vote qu'il a dénichée à Lyon.

Déjà, les polémiques entre PCF et PS n'excitent plus les chaînes de télévision ; déjà les sondeurs s'interrogent sur les taux de report des voix au deuxième tour ; déjà la droite relève la tête et se prépare à faire feu de tout bois... Quant tout le monde, il n'y a guère, constatait que le camp des travailleurs pouvait l'emporter, n'était-ce qu'une illusion d'optique ?

Certés non, et pas plus maintenant, pour peu qu'on se ressaisisse, le temps de la stupeur passé. N'en déplaise à ceux qui prennent leur parti de la désunion, il n'est pas anachronique de l'affirmer avec force : le problème de l'heure reste celui de l'unité.

Pas seulement, comme on le comprend trop souvent, par rapport à l'échéance électorale. Rappelons-nous : l'une des fonctions de la crise économique était de briser l'unité ouvrière difficilement reconstituée dans l'après 68. On s'y est patiemment employé : isolement des chômeurs, dissociation de la classe ouvrière des travailleurs manuels d'une part, des cadres et techniciens de l'autre ; enfin, l'énorme offensive économique autant que policière contre les travailleurs immigrés.

Dans la mesure où un consensus s'est créé dans la gauche officielle pour reporter la solution de ces problèmes au seul niveau « politique » (au sens de : électoralogouvernemental), il fallait que les effets de la crise portent jusque-là et provoquent une rupture de l'unité politique. Ce qui a marché, en raison même des contenus stratégiques du Programme Commun et des pratiques politiques et syndicales qui l'ont accompagné. Mais, du coup, c'est l'ensemble du dispositif qui s'écroule.

Lourdes sont les responsabilités de ceux qui, chacun à leur manière, sont restés sourds aux avertissements et se sont refusés à articuler la résistance « sociale » avec l'offensive « politique ». Ou qui ont cru que ça pouvait passer par le PS. Nous, qui n'avons cessé de dénoncer les risques d'une trop grande complaisance à l'égard de la social-démocratie tout en rappelant que l'unité ne pouvait faire l'économie de ce qu'elle représente, nous ne pouvons qu'être allergiques à des larmes de crocodile fort à la mode désormais... y compris dans les rangs du PS. Les militants du PCF ou de la CFDT quant à eux n'ont pas à se plonger dans une expiation morbide de leurs erreurs : la problème est de les réparer. Et ça presse.

La construction de l'unité populaire à partir de la base est donc bien la seule manière de répondre aujourd'hui à la fois aux manœuvres du pouvoir et aux tentations du compromis social-démocrate.

Nos prochaines échéances à cet égard ? La campagne « Vivre, produire, travailler autrement », comme moyen de créer le débat ; le conseil national, d'où doivent sortir les éléments essentiels d'une politique concrète, historiquement située ; les états généraux de l'autogestion, pour qu'ils servent à l'émergence du courant politique bafoué par l'expérience antérieure de l'Union de la gauche et sans lequel - en raison de ce qu'il représente et de ce qu'il peut proposer - il n'y aura plus d'unité possible.

L'« appel aux travailleurs » esquisse les bases d'une politique nouvelle. Il a été bien accueilli, il a suscité des discussions. Partons-en, comme de la première pierre de ce que nous voulons construire. Mais il s'adresse aussi aux organisations. Est-il impensable d'espérer que se joignent à nos efforts celles qui se reconnaissent dans l'autogestion, pour que celle-ci ne devienne pas l'enjeu de polémiques confuses entre soi-disant autogestionnaires défraîchis ou improvisés, mais pour que, incarnée dans une démarche actuelle, elle devienne le moteur de l'unité nouvelle ? ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
 NOM Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
 Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
 à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
 Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.



Directeur politique : Alain Tlemcen - Rédacteur en chef : José Sanchez
 Rédacteur en chef adjoint : Claude Desliat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Mariélie, B. Ravenel.

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot, F. Claire

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :

Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque

38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

si la gauche ...

L'Union de la gauche déchirée...
Quel est l'état de l'opinion ?

« La gauche a déjà perdu les élections, sauf si... ». Tel est le titre qui figure à la « une » du dernier numéro du *Nouvel Observateur*. Selon une « étude de simulation » de la SOFRES, publiée par l'hebdomadaire de Jean Daniel, dans l'état actuel de l'opinion, la gauche n'a plus, en effet, qu'une chance sur cinq de l'emporter en mars prochain. Et sur les dix cas de figure envisagés, la gauche n'est en position favorable que quatre fois (dont une — au moins — est pas vraisemblable). Bien entendu, la présentation des chiffres n'est pas toujours innocente, et ce n'est sans doute pas un effet de hasard si figurent côte à côte l'hypothèse où le PCF comble son retard électoral sur le PS (la gauche perd à coup sûr — selon la SOFRES — les élections) et l'hypothèse d'une forte poussée socialiste (la gauche l'emporte alors haut la main).

Sans doute le *Nouvel Obs* souligne-t-il lourdement que la présentation de candidats écologistes coûtera au moins quatorze sièges à la gauche, et que le maintien de la prédominance électorale du PS est indispensable pour battre la droite.

Il reste qu'en effet « les mauvais reports de voix au second tour peuvent suffire à assurer la victoire de la droite. » Conclusion morose. L'espoir n'est plus ce qu'il était.

Tous les sondages le confirment : si les intentions de vote en faveur de la gauche sont toujours majoritaires, la crédibilité d'une victoire de la coalition PC-PS-MRG est en chute libre. Les grandes manœuvres psychologiques vont pouvoir commencer. Le PS va s'efforcer de démontrer à l'opinion de gauche que sa prédominance est la condition sine qua non du succès. Et que la « surenchère » et le « radicalisme » risquent d'effrayer les électeurs du marais et de les rejeter vers la droite.

Quant aux giscardochiraquiens, ils vont sans doute tenter de retrouver les couleurs « réformatrices » qui leur font si cruellement défaut. Il est vrai que le conseil national du « parti radical avancé » de J.-P. Soisson a montré qu'il n'est pas si facile à des conservateurs de se faire passer pour des réformistes. Et

en dépit de l'énormité de ses moyens le CNPF aura bien du mal à faire croire qu'il s'est converti à l'autogestion, comme François Ceyrac n'a pas hésité à l'affirmer lors des assises du patronat.

Le « nouveau paysage politique », comme on dit, conduit la droite à changer son fusil d'épaule. On mettra une sourdine à la dénonciation du « collectivisme » pour vanter le réformisme éclairé.

Vieilles rengaines ? Discours éculés ?



photo DF

Certes. Il reste que la prochaine bataille électorale risque fort de se dérouler dans le magma confus du centrisme. A moins que d'ici là d'autres voix ne se fassent entendre.

Léo GOLDBERG ■

Document

Passionnantes ces réflexions d'un « collectif de base » dont *Politique-Hebdo* vient de publier de très larges extraits (n°s 284 et 285). Ce texte émane de 47 militants venus de 21 départements. La « carte d'identité » du collectif fait ressortir que ces militants (31 hommes, 16 femmes), une grande majorité d'ouvriers et d'employés se répartissent à peu près également entre la CGT et la CFDT et politiquement se situent pour 11 d'entre eux au PCF, 9 au PSU, 7 au CERES, 2 à la majorité du PS, le reste étant des sympathisants à ces organisations ou courants, quelques-uns membres de la JOC ou de l'ACO.

Ajoutons que tous se rejoignent pour penser que « le marxisme et le christianisme, loin d'être dévalués pour leurs perversions historiques, inspirent la volonté la plus authentique de libération de l'homme et lui offrent les meilleures armes ». Ces militants nous ont d'ailleurs envoyé leur texte intégral. Signalons dès aujourd'hui que leur analyse les conduit à poser le problème d'une gauche non communiste, « véritable partenaire de classe qui se sépare sans équivoque, fut-elle conjoncturelle, de la social-démocratie et qui rompt définitivement avec l'anticommunisme ». Dans cette optique, continuent nos camarades, « le CERES et le PSU ont la capacité idéologique et organisationnelle, s'ils se rejoignent concrètement, d'offrir un pôle d'attraction pour les courants non communistes : pro-marxistes, socialistes, chrétiens, anarcho-syndicalistes qui sont partie intégrante de l'histoire du mouvement ouvrier français. »

Dénonçant vivement le PS, d'un point de vue de classe, mais aussi « les options aventureuses du PCF », et critiquant au passage telle ou telle position du CERES ou du PSU, les auteurs de cette contribution, reviennent à plusieurs reprises sur la proposition d'une fusion CERES-PSU pour « prendre en compte l'impératif historique de rassembler les divers courants non communistes dans une authentique organisation de classe, partenaire lucide de celles que sont avec efficacité le PCF, la CGT, mais aussi dans sa masse, la CFDT. »

La proposition est intéressante, mais elle fait apparemment l'impasse sur des données fondamentales dont il faut bien tenir compte ; par exemple l'orientation actuelle du CERES, l'existence d'un courant réformiste, les véritables perspectives du PCF. Elle a dans tous les cas le mérite d'ouvrir un débat. Nous reviendrons plus longuement sur cette importante contribution. ■

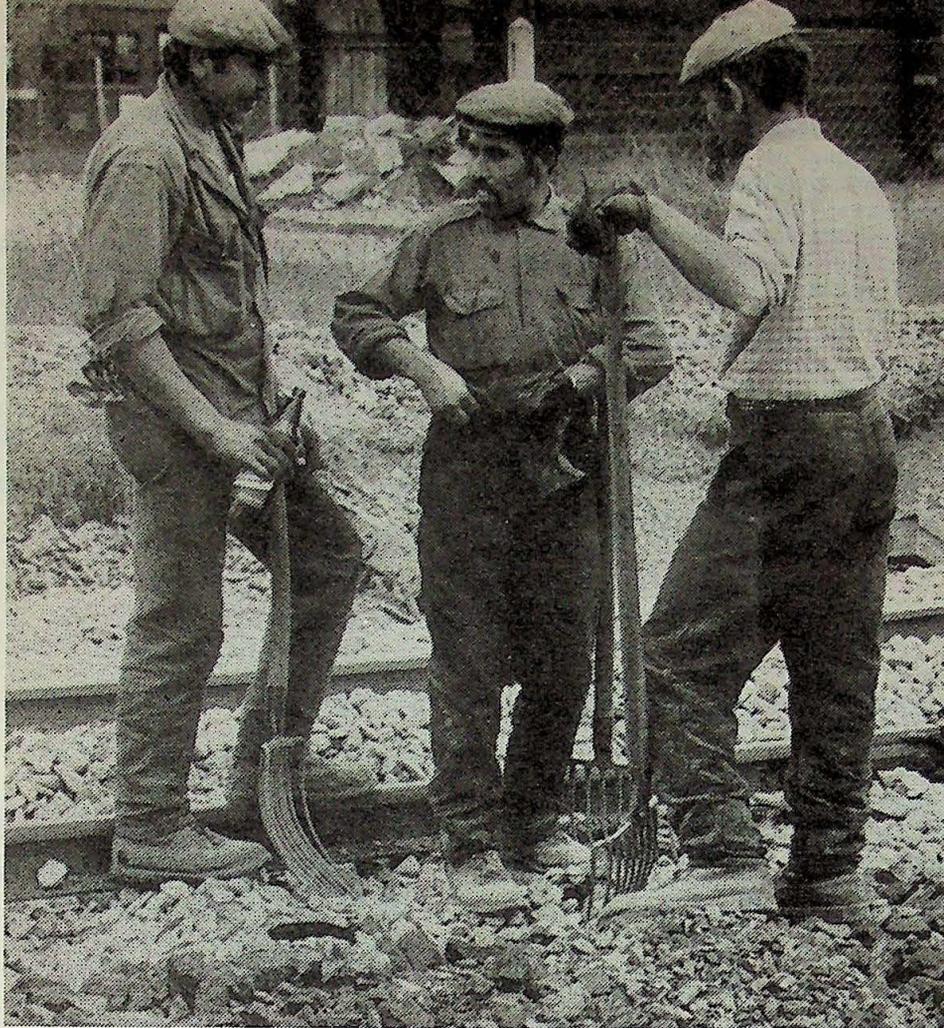


photo Collombert

immigrés : le million de l'infamie

La France, terre d'asile ? Non, terre d'aliénés si l'on en croit l'infâme stupidité du gouvernement à l'égard des immigrés

« L'infamie alliée à la stupidité », telle est l'opinion d'un haut fonctionnaire du ministère du Travail qui évoque les mesures prises récemment par Lionel Stoléru, à l'égard des travailleurs immigrés.

L'infamie est dans un ensemble de mesures, tendant à faire partir coûte que coûte des travailleurs immigrés, en interdisant à leurs familles de les rejoindre, en refusant le renouvellement des papiers de séjour, aux chômeurs et aux non chômeurs, en refoulant aux frontières des travailleurs en situation régulière à leur retour de vacances, en exerçant des pressions considérables pour que ces travailleurs acceptent la prime de retour dans leur pays, et de ce fait s'interdisent à jamais de retourner travailler en France... « France : terre d'asile »... CGT et CFDT ont multiplié les exemples concrets de ces faits.

La stupidité se dégage de la lecture que font les pouvoirs publics des rapports les plus officiels et des études menées à l'occasion de la préparation du 7^e Plan.

Ces études (1) cherchaient à apprécier les incidences d'une diminution durable de la main-d'œuvre immigrée. Cette diminution, si elle touche des travailleurs ayant un emploi, entraîne un ralentissement de l'activité, et le nombre d'emplois ainsi offerts sera moins élevé que ceux qui auraient été libérés par les immigrés. Le rapport Le Pors estime que pour 150 000 départs, il serait créé 13 500 emplois pour les travailleurs français.

Mais ils nous coûtent cher...

Mieux, si les travailleurs immigrés ne remplissaient plus du jour au lendemain les tâches qu'on leur réserve, le résultat, dit un rapport, serait la création d'un goulot d'étranglement dans le domaine de la main-d'œuvre ouvrière.

« Bon, dit le raciste inavoué du coin, mais qu'est-ce qu'ils nous coûtent cher ! »

Là encore, les rapporteurs répondent : « Du point de vue financier, la structure de la population immigrée, sa relative jeunesse, la présence de nombreux travailleurs soit célibataires, soit isolés de leur famille, ont réduit le coût social par tête en raison de l'absence de certaines charges... Il apparaît que les dépenses sociales par tête ne sont probablement pas en moyenne plus élevées pour un immigré que pour un national ».

Le financier avisé qui entend parler objectivement du problème vient au secours du précédent : « Ce qui est grave, ce sont les transferts à l'étranger, qui affaiblissent notre balance de paiements... ».

Incompétence ou hypocrisie ? Probablement les deux à la fois. Les transferts des revenus du travail représentaient, en 1968, 3 560 millions de francs ; en 1974 ils atteignaient 9 226 millions. Ces transferts, par rapport au passif de la balance des paiements, oscillent depuis 1968 entre 10 et 13,5 % des dépenses au titre des « invisibles », entre 3,5 et 5,5 % des importations de marchandises. Ainsi donc... Ainsi l'Etat français gagne de l'argent. Parce que la majeure partie des transferts est destinée aux familles restées

Les conditions de travail

Quelques éléments significatifs, concernant les conditions de travail des travailleurs immigrés :

- **Faiblesse du niveau des rémunérations :** l'exploitation des déclarations annuelles des salaires pour l'année 1972 a montré que le salaire net annuel moyen des travailleurs étrangers était inférieur de 16,50 % au salaire moyen de l'ensemble des salariés et de 17,4 % à celui des seuls Français.

- **fréquence des accidents du travail :** le pourcentage de travailleurs étrangers parmi les victimes d'accidents du travail se situe

depuis plusieurs années aux alentours de 22 % alors que, dans le secteur industriel et commercial, la part des salariés étrangers parmi l'ensemble des salariés n'excède pas 12,4 % et celle des ouvriers étrangers 19,4 % (octobre 1973).

- **durée hebdomadaire du temps de travail :** dans toutes les activités pour lesquelles la proportion d'ouvriers étrangers est supérieure à 18 %, l'horaire hebdomadaire de travail est supérieur à 43 heures (octobre 1973).

- **qualification de la main d'œuvre :**

	manœuvres	OS	OQ	ouvriers	employés	Agents de maîtrise	cadres
salariés étrangers	18,8	42,6	30,5	91,9	5,1	1,7	1,3
ensemble des salariés	8,5	25,2	25,6	59,3	22,8	10,3	7,6

au pays, et qu'ils sont bien inférieurs au coût social du regroupement familial.

Des conventions « bien adaptées »...

En effet, les conventions bilatérales de sécurité sociale que la France a conclues avec les pays d'émigration, stipulent que les familles des travailleurs qui sont restées au pays de départ reçoivent des allocations pour charges de famille, bien moins élevées que les prestations familiales que touchent n'importe quelle famille française, ou étrangère vivant en France.

En outre, le maintien de la famille étrangère dans les pays d'origine, entraîne pour la France des économies importantes dans le domaine des services collectifs (santé, enseignement des enfants, etc).

Devant les réactions qu'ont provoqué les mesures qu'il a prises, Lionel Stoléro a choisi la fuite en avant. Et de proclamer à longueur d'antenne qu'il laissait aux immigrants le libre choix de leur départ, et que les autres pays européens étaient plus sévères que lui. Sur le premier point, les syndicats et les associations d'immigrés, ont fait justice de ces déclarations. Sur le second, une analyse attentive des législations et des mesures prises par les divers pays de la CEE montre que les affirmations de Stoléro, sont totalement fausses. La commission de la CEE s'en est d'ailleurs saisie.

Ainsi vogue la « Démocratie fran-

Des belles phrases aux réalités de Stoléro

« Les mouvements des hommes sont déterminés par les nécessités économiques. Les pays industriels ont besoin d'une main-d'œuvre pour accomplir les tâches les plus ingrates [...] »

« Ces immigrants qui n'ignorent pas que dans nos pays ils sont tolérés, mais jamais tout à fait acceptés, nous posent une question essentielle : nos sociétés qui proclament très fort leurs nobles idéaux de liberté, d'égalité et de générosité, sont-elles prêtes à faire un peu de place à ces étrangers ? [...] »

« La présence de quatre millions d'immigrés est et sera l'un des défis essentiels des prochaines décennies. En raison de leur nombre, de leur croissance démographique, de leur jeunesse (près d'un million des étrangers vivant dans notre pays ont moins de seize ans), de leur infériorité économique et sociale et de leurs difficultés culturelles, les immigrants posent des problèmes considérables d'insertion et de promotion tant collectives qu'individuelles. Ce que notre société fera pour assumer cette présence sera révélateur de son aptitude à être responsable, généreuse et ouverte aux différences... »

« Contraindre les étrangers au départ nous conduirait à renier nos convictions les plus profondes. Seules les dictatures utilisent des méthodes sacrifiant une catégorie de personnes à des objectifs collectifs ou d'intérêt national... »

(extrait de La nouvelle politique de l'immigration).

Révéléateur de l'aptitude de notre société... Seules les dictatures... Ce n'est pas moi qui le dis à Stoléro, c'est son très honorable collègue au sein du gouvernement Barre, le dénommé Dijoud, qui écrivait ces phrases il y a quelques mois, alors qu'il était secrétaire d'Etat aux Immigrés, avant de passer à la Jeunesse et aux Sports, pour laisser sa place à Lionel...

C.G. ■

çaise » chère à Giscard. Reste l'unité indispensable des travailleurs français et immigrés, et de leurs organisations, pour mettre en échec ce plan, et pour mettre sur pied une autre politique dans le cadre d'une autre société, qui saura, elle, « être généreuse et ouverte aux différences ».

Christian GUERCHE ■

(1) Voir les rapports de MM. Anicet Le Pors, Immigration et développement économique et social (366 p., 45 F) et André Lebon, Immigration et 7^e Plan (172 p., 25 F), la documentation française, 1977 (29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07).

si la CIMADE s'y met !

La CIMADE est une association, loi 1901, dont l'activité s'exerce sur les secteurs suivants : réfugiés, migrants, développement, prisons, habitat et urbanisme. Depuis le 3 octobre, ses employés sont en grève.

Le cahier de leurs revendications ? Embauche immédiate, après consultation du service, d'un remplaçant au poste d'alphabétisation ; arrêt du processus engagé pour le départ du responsable du secteur « migrants », ce qui correspond à un véritable licenciement ; reprise des discussions concernant le service « prisons » sur la base des questions posées ; reprise des discussions pour l'assurance du maintien du service « habitat-urbanisme » ; ouverture des négociations sur les salaires sans compression du personnel ; enfin, signature de l'accord d'embauche et les contrats à durée indéterminée.

Le comité de grève continue à attendre de véritables propositions de négociations de la direction.

Le PSU tient à rappeler qu'au niveau du secteur « réfugiés », la CIMADE a eu un rôle important au moment du coup d'Etat au Chili. Son travail continue, notamment pour la défense des Droits de l'Homme en Amérique latine. La CI-

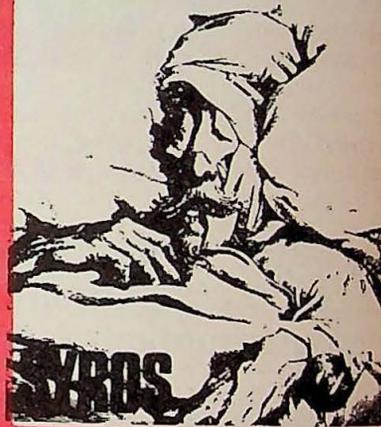
MADE a eu un rôle important de soutien dans le conflit des foyers SONACOTRA, tout en respectant rigoureusement l'autonomie de lutte des résidents des foyers en grève.

Pourtant, dans le contexte actuel des mesures Stoléro et de la politique gouvernementale de refoulement des travailleurs immigrés on peut s'étonner de l'attitude de la direction de la CIMADE qui, à travers le licenciement d'André Legony, responsable bien connu du secteur migrants, prend le risque de cautionner cette politique.

J.C. ■

Vient de paraître
aux éditions Syros
dans la collection
« Histoire et théorie »
24 F

L'HOPITAL, USINE
A SANTE / A. BABEL
F. DARMAU



question à propos d'un questionnaire

Le « rapport Guichard » sur les collectivités locales ? Enterré, oublié, détourné. Mais en ces temps électoraux, il faut quand même « faire semblant » : le questionnaire Barre aux maires de France est là pour ça...

Les 36 400 maires de France ont reçu pendant l'été un questionnaire destiné à recueillir leur avis sur les objectifs et les moyens d'une « réforme de l'administration locale des Français ». Derrière cette façade de concertation - où seul le maire est autorisé à donner son avis - se cachent mal les motivations du pouvoir : devant les réactions défavorables enregistrées de tous les côtés par le rapport Guichard, vaste projet de rationalisation de l'appareil d'Etat communal mis au point il y a un peu plus d'un an, l'heure n'est plus, pour la droite, aux réformes d'ensemble, mais aux carottes électorales.

Répondre à ce questionnaire sera l'occasion d'un vaste débat au sein du conseil municipal et avec la population sur les réformes communales à exiger d'un éventuel gouvernement de gauche. En tous cas, les maires et conseillers municipaux PSU feront tout pour que les réponses à ce questionnaire soient le fruit d'une véritable réflexion collective.

De ce questionnaire, on retiendra d'abord le caractère démagogique. Alors que le pouvoir s'est toujours refusé à accroître notablement l'autonomie des collectivités locales, alors que les ressources financières locales sont toujours aussi insuffisantes et la fiscalité locale, malgré un ravalement de façade, injuste, la procédure des questions-réponses accrédite l'idée que toute réforme est désormais envisageable. L'Etat paraît plein de bonne volonté pour étudier les suggestions que les élus locaux pourraient lui transmettre, et cela à 6 mois des élections, alors que la droite n'a pratiquement rien fait dans ce domaine.

En fait, celle-ci a déjà dans ces cartons certains projets de réformes qui satisfont à deux objectifs essentiels et complémentaires ; d'un côté, sous la pression des travailleurs et - plus importants pour les forces conservatrices - d'une petite bourgeoisie et de ses notables, le gouvernement est obligé de lâcher du lest en matière d'autonomie locale. Des mesures telles que, sauf pour les actes de gestion essentiels, la suppression de l'approbation préalable qu'une municipalité devait demander au préfet, avant l'exécution d'une décision, vont dans ce sens. Le

pouvoir semble prêt à aller plus loin dans cette voie, en supprimant par exemple toute nécessité d'approbation préalable, ou en accordant une subvention globalisée annuelle et non plus des subventions au coup par coup aux communes.

Il peut envisager l'ensemble de ces perspectives d'autant plus facilement que, parallèlement, il entreprend de redéfinir le rôle des communes par rapport à l'Etat, d'une façon moins brutale que le rapport Guichard le préconisait il y a un an ; ainsi, comme le questionnaire le suggère, la commune serait entièrement chargée de toutes les tâches permettant de rendre le système « supportable » (aide sociale, urbanisme, environnement...) sans qu'il soit question de lui donner, par exemple, les moyens administratifs et financiers d'intervenir dans le domaine économique, réservé à l'Etat pour le plus grand profit des firmes capitalistes.

Cette nouvelle « cohésion » ne peut évidemment satisfaire les militants auto-gestionnaires, pour lesquels toute structure de base doit avoir une vocation générale, afin que les travailleurs puissent directement intervenir dans tous les domaines. Pour le PSU, toute réforme communale doit avoir d'abord comme perspective le développement de la mobilisation populaire, du contrôle populaire sur les institutions locales. Il devrait donc s'agir, au niveau d'un gouvernement de gauche, de faire sauter les verrous mis en place par la bourgeoisie et destinés à bloquer le développement du pouvoir populaire.

Il importe par exemple de supprimer les contrôles exercés *a priori* par les services administratifs, financiers mais aussi techniques de l'Etat. Ainsi on pourrait envisager un démantèlement du ministère de l'Equipement, dont le personnel passerait sous l'autorité des communes, ce qui ne permettrait plus à l'Etat d'imposer sa volonté à l'aide des compétences techniques de ses services. Dans le même ordre d'idée, la fonction préfectorale, qui ne peut être qu'antagonique au contrôle populaire, doit être supprimée.

Cette réforme des institutions doit s'accompagner d'un développement con-



photo AFP

sidérable des moyens dont disposent les communes ; sinon le contrôle populaire, s'exerçant sur une structure vide impuissante, ne pourrait pas prendre véritablement de l'extension. Il s'agit de mettre en œuvre une toute autre répartition des ressources entre Etat et collectivités au profit de ces dernières. Ce qui passe par une véritable réforme de la fiscalité locale et nationale dans le sens d'une plus grande justice.

Enfin les compétences communales, au lieu de se limiter à l'aménagement des équipements urbains, doivent aussi s'étendre à tous les aspects de la vie sociale, et donc aux activités économiques, pour que le contrôle populaire puisse s'exercer sur tous les problèmes rencontrés par les travailleurs. Et si l'ensemble de ces réformes ne sauraient en elles-mêmes ouvrir la voie au socialisme, elles peuvent y contribuer en permettant le développement du contrôle populaire, préfiguration du pouvoir populaire de demain...

Nicolas GERO ■

Ne pas répondre seul Risposter ensemble

Pour les sections et les élus du PSU, la réponse au questionnaire est un triple test :

● *Quel degré a atteint la démocratie dans les municipalités auxquelles le PSU participe depuis 7 mois ?* Les maires de gauche vont-ils répondre en prenant leurs consignes auprès de leur parti ? Ou prépareront-ils leur réponse en accord avec tous les conseillers ? Pour leur part les maires PSU choisissent la seconde démarche ; et dans plusieurs départements soumis au renouvellement des sénateurs en septembre 1977, les fédérations du PSU ont saisi l'occasion pour négocier leurs voix en exigeant que les maires de gauche candidats procédent ainsi.

● *Quels liens existent entre ces municipalités et le mouvement populaire ?* La population a-t-elle été suffisamment associée à la vie et aux choix municipaux pour pouvoir intervenir dans ce débat, ou le Conseil municipal l'entretient-il dans une confiance muette et passive ? A Coupvray (Seine-et-Marne) le conseil a diffusé ce questionnaire et ses propres réflexions en invitant la population à intervenir.

● *Quelle conception de la commune prévaut à l'heure actuelle dans la gauche ?* Ses membres acceptent-ils que l'Etat reporte une partie de ses attributions sur la commune pour s'en servir comme d'un rouage de l'état capitaliste où il stabilisera une couche de notables et de technocrates, ou veulent-ils faire de la commune le fondement de la démocratie des conseils et un organe de l'autogestion ?

Louis JOUVE ■

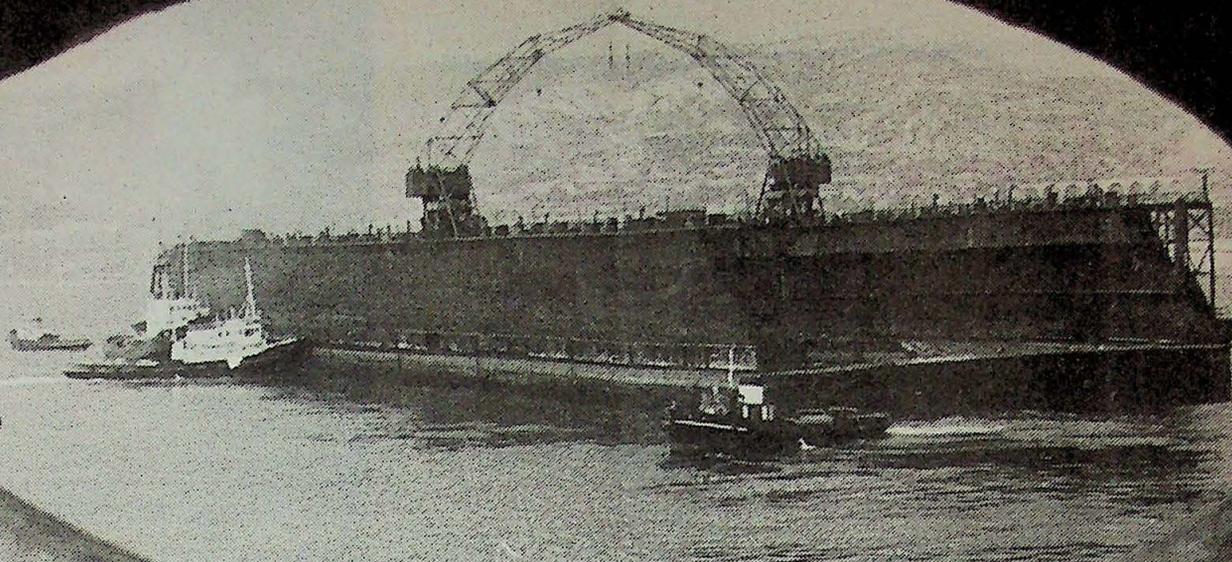


photo AFP

la navale à vau-l'eau

Après la sidérurgie, la construction navale...
A Dubigeon, maillon faible d'un secteur menacé,
la grève se poursuit... pour que vive « la navale »

La crise de la construction navale est, comme celle de la sidérurgie, liée au contexte mondial : la croissance exagérée des chantiers (en particulier au Japon dont la capacité de production pourrait, à elle seule, répondre aux besoins mondiaux qui ont fléchi), l'essaimage des lieux de production notamment dans les pays où la main-d'œuvre (30 % du prix de revient d'un navire) est bon marché, donc avantageuse pour les capitaux étrangers qui s'y investissent (cas de la Corée), aboutissent à surcapacité de la construction navale mondiale. Besoins en baisse, production excédentaire : du coup, la concurrence fait rage. Et la France (3,6 % de la production mondiale avec 1 400 000 tonnes de jauge brute en 1975) ne fait pas le poids.

Même les chantiers modestes, comme Dubigeon, sont atteints : la réouverture du canal de Suez remet en effet en vogue les navires de moyen tonnage qu'avaient supplantés les pétroliers géants (quand le canal était fermé, on amortissait le coût du détour par le sud de l'Afrique en transportant d'énormes tonnages).

Fusion des chantiers, fonte des effectifs

Alors on a réduit les effectifs et concentré les firmes. Dans les années cinquante, Nantes comptait trois grandes entreprises : les Chantiers de la Loire, les Chantiers de Bretagne et Dubigeon.

Loire et Bretagne fusionnent dès 1964. Et en 1969 la fusion Dubigeon-Bretagne réduit de moitié les effectifs de ces chantiers.

Plus globalement, d'accords en fusions, de rapprochements en prises de participation, la construction navale française s'achemine vers la constitution de deux groupes de taille internationale (cf. encadré).

Prime aux licenciements

Si l'on est, dans la constructoin navale, si friand de restructuration, c'est que l'aide de l'Etat aux constructeurs — aide directe et garantie des prix (1) — est soumise à conditions, ce qui est normal. Mais ces conditions (restructurations des gros chantiers, pratiques salariales conformes au plan d'austérité, décentralisation des activités donc fermetures de certains chantiers dans les régions mono-industrielles...) lésent les travailleurs — ce qui n'est pas moins « normal » d'ailleurs dans le contexte capitaliste. L'aide publique en somme, comme dans la sidérurgie, sert à licencier : 5 600 suppressions d'emploi sont prévues par le 7^e Plan dans un secteur qui compte 25 000 salariés environ.

Ce chiffre s'appuie sur une réalité : à partir de 1974, le gouvernement a mis en place un plan de croissance pour développer la flotte marchande française, pour l'amener à 16 millions de ton-

neaux/jauge brute (TJB) en 1981. Au 1^{er} avril 1977, la flotte française a déjà atteint le chiffre de 11,5 millions construits et 13 millions avec les commandes en cours, en particulier parce que les armateurs français commandent leurs navires dans n'importe quel chantier mondial. Pourtant les armateurs, eux-aussi, reçoivent une aide de l'Etat (1 milliard de francs entre 1971 et 1975). Voilà pourquoi la flotte marchande française ne transporte que 32 % des marchandises importées ou exportées par la France, le complément étant assuré par des flottes étrangères et notamment par ce que l'on appelle les « pavillons de complaisance ».

En clair, l'Etat finance des constructeurs pour diminuer le nombre d'emplois, sous prétexte de rentabilité, et des armateurs qui achètent leurs navires à l'étranger.

Cette étrange politique est, bien entendu, menée sans aucune possibilité de

Bientôt, deux géants ?

● Premier groupe

— Alsthom-Atlantique - effectifs : 6800 personnes ; chiffre d'affaires : 5,3 milliards de francs, dont 30 % pour les chantiers de construction navale ; bénéfice net : 65,4 millions de F ; productivité : 11^e rang mondial.

— Dubigeon-Normandie : effectifs : 3 400 personnes ; chiffre d'affaires : 856 millions de francs ; productivité : 23^e rang mondial ; bénéfice net : 500 000 F, après 39,3 millions de francs d'amortissement et de provisions.

— CNIM : effectifs : 6 000 personnes dont 3 800 pour les chantiers ; production : 992,9 millions de F dont les deux tiers en construction navale ; bénéfice net : 3,13 millions de F ; productivité : 25^e rang mondial.

● Deuxième groupe

— Chantiers navals de la Ciotat : effectifs : 5 800 personnes ; volume d'affaires : 1,4 milliard de F ; bénéfice net : 45,6 millions de F ; productivité : 19^e rang mondial.

— Chantiers de France Dunkerque : effectifs : 3 061 personnes ; volume d'affaires : 955 millions de F ; bénéfice net : 47,24 millions de F ; productivité : 26^e rang mondial.

(Source : Bulletin du militant de la fédération générale de la métallurgie - CFDT, 30 septembre 1977). ■

contrôle des travailleurs et de leurs organisations. A plusieurs reprises, la CGT et la CFDT ont exigé (en juillet dernier précisément) des rencontres tripartites, qui leur ont été refusées. Quant à la chambre patronale de la construction navale, son refus du dialogue a été permanent. Voyez M. Savary, P-DG de Dubigeon : c'est l'as du silence et du mépris devant les exigences ouvrières.

Sur le chantier le plus menacé pour l'heure par cette politique, des ouvriers ont décidé de résister. Leur lutte contient un redoutable enjeu pour tous les ouvriers de la « navale en France ». Nous donnons la parole aux sections syndicales CGT et CFDT de Dubigeon.

Yves SPARFEL ■

(1) « La garantie des prix », prise en charge par l'Etat de la différence du prix des matériaux nécessaires à la construction des navires entre la passation de la commande et le coût réel d'achat — entre la commande du navire et sa construction. Si l'aide directe a diminué, cette forme d'aide est passé de 515 M de F en 1971 à 1050 M de F en 1975.

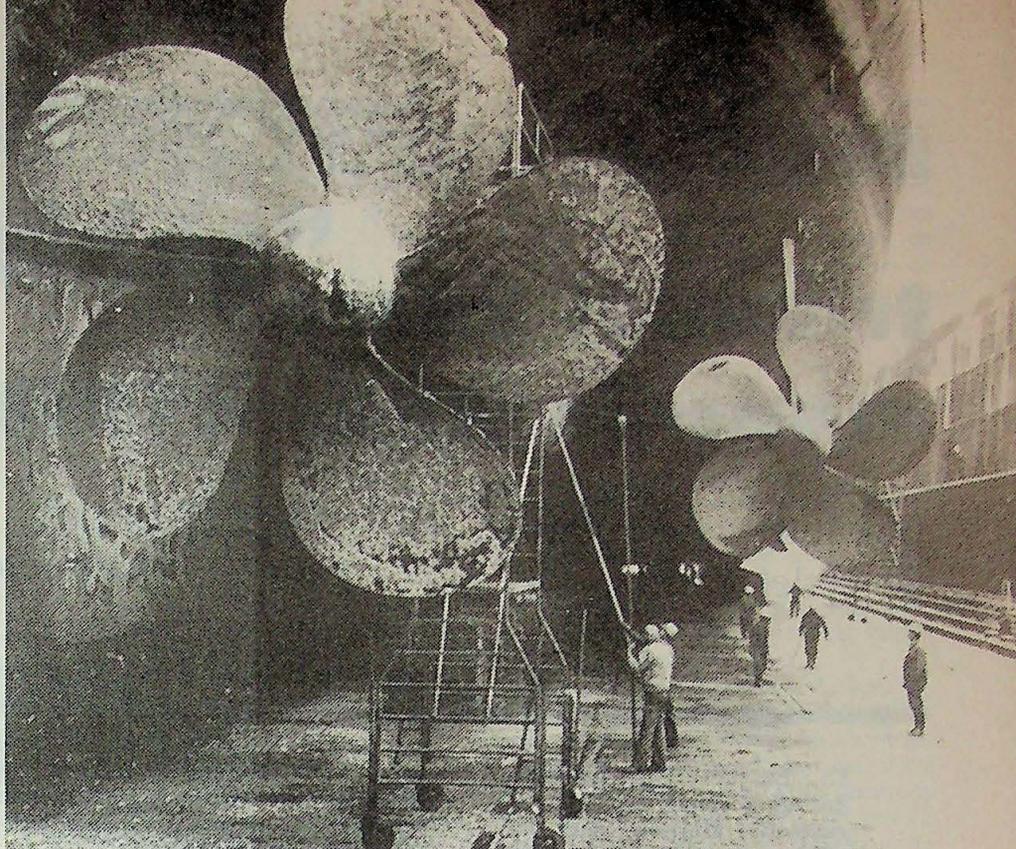


photo AFP

CGT : " la navale doit vivre "

TS : Quels sont pour vous les rapports entre ce conflit et la construction navale ?

CGT : La crise est celle du système capitaliste. Les patrons ne trouvent pas assez de profit dans la navale. Ils placent donc leur argent ailleurs, là où la main-d'œuvre est moins chère. Ainsi les armateurs français, sur 62 commandes de bateaux l'année dernière, en ont passé 34 en France et 28 à l'étranger (Japon, Corée). Dubigeon place de l'argent dans la navigation de plaisance et le plastique.

Ici, on veut appliquer les prévisions du 7^e Plan (6 000 emplois en moins) et supprimer le chantier à terme. Le démantèlement du bureau technique correspond à cette volonté patronale. Le sabordage de la navale à Nantes doit être évité. Nous nous battons aussi pour tous ceux qui vont venir sur le marché du travail.

TS : Quelles sont vos solutions ?

CGT : La navale doit vivre. Nous sommes le plus gros des petits chantiers. Avec nos camarades du syndicat des marins et du port autonome, des pistes ont été dégagées pour permettre à Dubigeon de continuer ses activités.

Dans le port autonome, par exemple, les appareils portuaires sont vétustes. Ils appartiennent à l'Etat (pontons, dragues, suceuses, remorqueurs). Il faut les remplacer. Or Dubigeon a les moyens de produire ce type d'appareils.

Autre exemple : pour la construction du port méthanier de Donge-Montoire et d'un chenal, le port autonome, maître d'œuvre, fait appel à des sociétés étrangères. Le matériel français ne s'adaptera pas à un tel chenal. Il sera aussi commandé à l'étranger (Hollande, Alle-

tagne). Or Dubigeon pourrait aussi le produire.

Qu'il s'agisse du développement du cabotage, du renouvellement du parc à bateaux, des solutions existent. Mais le patronat et le pouvoir font d'autres choix. Ils veulent priver la région nantaise de sa vocation navale. La nationalisation de la construction navale fut déjà demandée par la CGT en 1964.

Aujourd'hui notre objectif demeure la survie de notre chantier : ce n'est qu'à plus long terme qu'on pourra envisager une diversification. Notre grève est dure car la politique du pouvoir se trouve mise en cause. Qu'il s'agisse de l'aide aux amateurs ou aux constructeurs, de l'absence de contrôle des crédits accordés, de la restructuration capitaliste, il y a là un scandale à combattre. ■

CFDT : " contrôler l'avenir "

TS : Comment situez-vous ce conflit dans le cadre plus général de la crise de la construction navale ?

CFDT : Les travaux du 7^e Plan prévoyaient une diminution de la production. Chaque 1 % de diminution entraînerait la suppression de 300 emplois. Fixée globalement à 20 %, elle amènerait la disparition de 6 000 emplois. Nous savions avant avril que Dubigeon serait le premier chantier visé. Il semble en effet que, au lieu de répartir la réduction générale des effectifs, le pouvoir a choisi de faire disparaître un chantier tout en bloquant l'embauche dans les autres. Dubigeon est donc visé. C'est le dernier chantier de rivière. Il a une surface

limitée. On ne peut donc lancer des bateaux de plus de 180 m. Selon la direction, nos prix de revient sont à 40 % au-dessus de ceux des Japonais. Voilà pourquoi notre lutte représente un grand enjeu : celui de la sauvegarde des emplois, du refus du démantèlement, des déclassements. La direction refuse d'en discuter. Nous continuerons à exiger une négociation.

TS : Quels sont les objectifs de la CFDT dans la construction navale ?

CFDT : Tout d'abord sauver les emplois et les avantages acquis. De plus la FGM exige un contrôle des organisations syndicales sur les crédits attribués aux patrons de la navale. Un débat a lieu sur

les restructurations actuelles. Doit-on aller, dans une première phase, vers une prise de participation majoritaire de l'Etat dans les six chantiers, ou exiger la nationalisation ? En lien avec les travailleurs des arsenaux, nous discutons de ce problème dans les syndicats. Pour l'instant nous n'avons pas choisi une solution ou une autre. Mais ils nous paraît qu'une diversification sera nécessaire, notamment vers des industries para-navales : construction de pontons, d'usines flottantes, de naviplanes.

Notre souci principal est de donner aux travailleurs les moyens de contrôler toutes les décisions qui mettent leur avenir en jeu. C'est le sens profond de cette grève. ■

et pourtant elle tourne...

tribunal Russell made in RFA

Une interview exclusive
de Detlef Haritz

TS : En juin 77, la Fondation Russell a donné mandat à un secrétariat provisoire pour préparer le tribunal. Peux-tu dire quel travail a été accompli depuis ?

Detlef Haritz : Trois tâches avaient été fixées : la préparation technique des dossiers qui seront soumis au tribunal, l'élargissement du soutien public dans l'opinion allemande, la collecte des fonds nécessaires à la tenue du tribunal. Sur le plan technique des avocats et des juristes ont fait des expertises sur de nombreux cas. Par exemple, pour les *berufsverbote*, on énumère les arguments officiels puis

on montre quels droits de l'homme ont été violés. Cette méthode a été choisie pour montrer au jury le contexte politique des *berufsverbote*.

Pour ce qui est du soutien public nous avons rassemblé trois mille signatures au bas de l'appel Russell dont celles de quatre cents personnalités : les cinéastes Schlöndorff et Wenders, le romancier Schneider, les avocats Schilly et Strobele, le chanteur Degenhart, le pasteur Gollwitzer, des syndicalistes comme H. Brandt, J. Moneta, des universitaires comme O. Negt, W.-D. Narr, le philosophe O. Flechteim et R. Dutschke, etc. Mais l'appel a aussi été signé par des organisations importantes : les Jusos, les Judos, les Faucons (organisation des jeunes socialistes, cent mille membres), l'Union humaniste (association d'intellectuels libéraux) le Sozialistische Büro (SB), le Kommunistische Bund (KB), le GIM, le syndicat GEW, l'indépendant de Berlin (enseignants), la revue *Information-Dienst* (ID) de Francfort, ainsi que de nombreux comités de bases.

Le soutien, comme tu peux le voir, est très large et, pour la première fois, la gauche du SPD y est réellement engagée. Au niveau financier, on a reçu des dons après avoir envoyé une lettre d'appel de fonds à cinquante mille exemplaires. En trois mois, un quart des fonds nécessaires (environ cinquante mille DM) a déjà été réuni.

TS : Quelles sont les prochaines échéances ?

D.H. : Une première rencontre des membres du jury aura lieu à la mi-octobre en RFA. Ils prendront connaissance des expertises juridiques. Lors d'une conférence de presse, la composition du jury sera alors rendue publique par la fondation Russell. Il est prévu que le tribunal se tienne au début de 78 en RFA. Un travail d'information et de popularisation sera la tâche principale d'ici là.

TS : Quelle a été jusque là l'attitude des mass media, des partis politiques et du gouvernement Schmidt ?

D.H. : Quelques journaux libéraux comme le *Frankfurter Rundschau* et le *Stuttgarter Zeitung* ont publié des arti-

cles favorables au tribunal. D'autres comme *Die Welt* ont dit que tous ceux qui soutiennent le tribunal doivent être considérés comme des communistes et des terroristes. Le gouvernement n'a pas réagi officiellement mais le ministre de l'Intérieur Mailhoffer a fait une déclaration prudente considérant que certains groupes soutenant le tribunal sont « dangereux » en citant le KB. Toutefois, il ne s'est pas prononcé sur les objectifs du tribunal. Un avocat, Newerla, a été arrêté récemment comme membre du groupe d'avocats de Croissant. Libéré le lendemain, il a fait une conférence de presse, déclarant que son arrestation était liée à son rôle dans la préparation du tribunal. Le gouvernement et la presse ont souligné dans divers communiqués officiels cette relation entre Newerla et le tribunal Russell, menant ainsi une campagne d'intimidation contre ceux qui veulent soutenir le tribunal.

TS : Quelle est l'influence du climat actuel créé par l'affaire Schleyer sur la préparation du tribunal ?

D.H. : Il y a une mobilisation de la population contre les sympathisants et les terroristes (c'est-à-dire : tous ceux qui critiquent le gouvernement). La situation est plus difficile pour le tribunal mais il ne faut pas se laisser intimider : une analyse indépendante des violations des droits de l'homme est toujours nécessaire. Le soutien qu'on a rencontré le prouve également.

TS : Quelle solidarité, quel soutien attendez-vous des militants progressistes français ?

D.H. : Il serait nécessaire de rassembler des signatures pour montrer que l'appel Russell trouve un soutien en France. Il est important d'informer régulièrement l'opinion française sur les objectifs du tribunal et donc de la répression en RFA. La collecte de fonds nous serait aussi une aide précieuse.

Propos recueillis par
A. CHATAIGNIER ■

(1) Detlef Haritz est membre du secrétariat provisoire du tribunal Russell sur la RFA et membre fondateur du comité berlinois contre les *Berufsverbote*. Avec Ernst Botcher (aumônier protestant), Elen Diederich (membre des étudiants protestants), Sebastian Cobler (sociologue et analyste de la répression), Kai Dieckmann (politologue, membre du comité berlinois).

Seamus Costello assassiné

L'assassinat du leader de l'Irish Republican Socialist Party est à l'image d'une société où la violence, et en premier lieu celle de l'armée britannique, règne en maître. S. Costello jouait un rôle essentiel dans la résistance républicaine. Tous ceux qui militent pour une République socialiste irlandaise peuvent se joindre au comité Irlande (14, rue Nanteuil - 75015 - PARIS). ■



photo DR

Des "Suicidés" dérangeants

Sans émotion intempestive la fin de Baader
Oblige à se poser quelques questions.
Requiem pour un débat.

Ils sont sauvés, les otages innocents du Boeing de la Lufthansa : les vaillants commandos antiterroristes venus de République fédérale à Mogadiscio ont réussi un coup de maître !

Ils sont morts, les dangereux « desperados » du groupe Baader : leur suicide couronne logiquement et la démente d'actes terroristes injustifiables, et l'impasse politique à laquelle aboutissaient leur emprisonnement, leur isolement et l'engrenage répressif que leur irresponsabilité avait déclenché !

Elles ont triomphé, les valeurs rassurantes et raisonnables de la démocratie libérale occidentale en général et ouest-allemande en particulier !

Il sort grandi de l'épreuve, le courageux chancelier Schmidt unanimement soutenu dans la tourmente par l'ensemble des forces politiques et des opinions publiques allemandes et mondiales !

Oui. Bien sûr. Sans doute. Peut-être. C'est-à-dire. Enfin...

Enfin, non !

L'émotion dangereuse

Nous ne pouvons nous associer au concert d'éloges qui a célébré le raid sur Mogadiscio. Ni pavoiser avec ceux qui se félicitent du sauvetage de la soi-disant fragile démocratie allemande. Non que nous ayons le droit de pleurer sur le sort tragique des militants de la « Fraction armée rouge » : leur inconscience ne pouvait déboucher que sur l'auto-destruction. Logique de la stratégie du pire qu'ils pratiquaient depuis dix ans. Et l'émotion que nous avons tous ressentie à l'annonce de leur mort — parce qu'ils ont su, eux, aller « jusqu'au bout » ; parce qu'ils « ont payé » leur fidélité à une révolte et à des idées dont on voudrait oublier qu'elles étaient folles ; parce qu'ils se confondent, dans nos mémoires trop romantiques, avec tous les Héros broyés par l'Histoire parce qu'ils se sont trompés ; parce que surtout la mort permet cette suspecte transfiguration de défunts dont la vie pourtant faisait peur... —, notre émotion donc, ne doit pas servir de masque hypocrite : le PSU a toujours condamné le recours au terrorisme individuel, moralement injus-

tifiable et politiquement impuissant, dangereux toujours et parfois criminel.

Aucun problème n'est réglé

La fin dramatique du groupe Baader ne saurait donc nous inciter à la complaisance. Mais l'essentiel est ailleurs : dans les questions laissées sans réponse par le suicide des terroristes et le triomphe de leurs adversaires.

Comment ignorer en effet, que les comportements de désespoir dans les

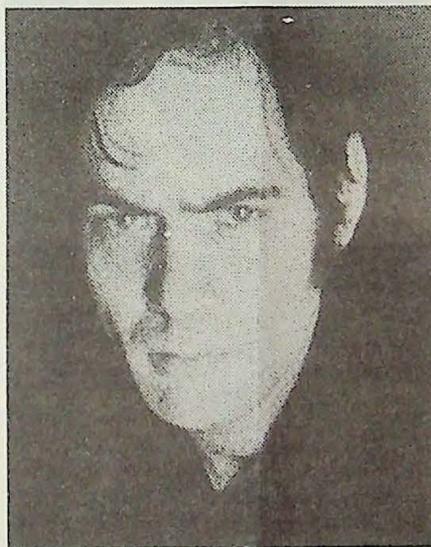


photo DR

sociétés dites libérales sont le produit de l'incapacité de ces sociétés à offrir à leurs membres une perspective autre que d'adhésion aveugle aux valeurs et aux comportements qu'elles ont consacrés ? La société ouest-allemande est, plus que beaucoup d'autres, marquée par cette incapacité. Aux problèmes que lui posent ses contestataires, et notamment sa jeunesse, elle n'a su répondre que par des atteintes multipliées aux Droits de l'Homme, acceptant ainsi de renouer avec les pires traditions autoritaires : interdictions professionnelles, censure, atteintes aux droits de la défense, mise au secret des prisonniers politiques (qui jette d'ailleurs un doute sur les suicides d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan Carle Raspe — sans parler de celui

d'Irmgard Moeller dont l'état semble désespéré).

Revenant récemment de Bonn, une voyageuse nous contait son effarement devant l'énorme déploiement de forces répressives suscité par l'enlèvement de Hanns-Martin Schleyer : soldatesque en armes à tous les coins de rue, patrouilles de blindés, fouilles systématiques dans les bâtiments officiels... Et surtout, plus grave que tout cela, l'énorme bonne conscience d'une majorité silencieuse gavée. Gavée d'autosatisfaction, de prospérité insolente, d'égoïsme nanti.

Ce qu'ils troublaient, les « cinglés » du groupe Baader, c'est cette autosatisfaction, cet égoïsme, ce confort repu. Jetant brusquement l'effroi. De questions, ils n'en posaient pas vraiment puisqu'on ne les écoutait pas. Hors la loi. Condamnés. Aujourd'hui suicidés. Ouf ! La bonne conscience respire !

Antigermanisme primaire ? Non. Inquiétude ? Même pas : des abandons inqualifiables de la social-démocratie allemande au renouveau du fascisme, il y a des distances que nous croyons sérieuses. Et il ne suffit pas de dire qu'un certain ordre social accule ses dissidents au terrorisme pour justifier le terrorisme. Mais les suicidés de Stuttgart-Stammheim obligent à se poser la question : pourquoi le terrorisme ? Et surtout pourquoi en RFA — comme au Japon et, sous des formes un peu différentes, en Italie, en Espagne, en Amérique latine ?

De décourageantes similitudes

La similitude surtout des démarches en Allemagne fédérale et au Japon nous oblige à nous interroger : dans les deux cas, l'industrialisation n'a-t-elle pas été le fait, non des bourgeoisies urbaines, mais des grands propriétaires terriens, et d'un Etat dont les traditions dirigistes sont connues ? Dans les deux cas, le fascisme n'a-t-il pas trouvé là un terrain d'élection ? Dans les deux cas, la défaite de l'après-guerre n'a-t-elle pas été suivie d'un « miracle économique » qui s'alimentait de l'aide prodiguée par les vainqueurs et de la docilité de peuples militairement « repentis » mais résolus à des revanches économiques qu'ils ont d'ailleurs su prendre ? Dans les deux cas enfin, les régimes libéraux mis en place n'ont-ils pas tenacement réduit la libre expression du mouvement ouvrier — par l'intégration, ou par la répression, par la recherche du consensus ou par la menace de la trique, n'importe ? Dans les deux cas en somme, aucune issue n'était laissée aux contestataires entre conformisme et nihilisme.

Se demander s'il n'y a pas quelque chose de pourri au royaume des démocraties rescapées du fascisme n'est pas faire de l'antigermanisme ou de l'antinipponisme incongru. C'est tenter — en quelques réflexions trop hâtives d'ailleurs —, de susciter le débat sur les sources profondes de comportements sociaux et politiques dont il faut bien reconnaître qu'ils n'ont jamais pris racine dans les démocraties, libérales pourtant et bourgeoises aussi, de France ou d'Angleterre par exemple.

Claude DESLHIAT ■

théâtre

vent d'est, vent de mort

Au-delà du « théâtre zéro »,
il y a « la classe morte » de Tadeusz Kantor

Derrière des pupitres de bois, une classe de vieillards. Immobiles, le teint cireux, l'œil perdu, ils fixent un horizon imaginaire. Pendant deux heures, ils vont être les pantins d'une danse macabre, silhouettes cassées qui jouent avec une jeunesse oubliée en attendant d'être emportés par la Mort. Les souvenirs qui ont donné naissance à ces images expressionnistes en gris-noir ? C'est à la fois le

Kantor est un homme de recherche ; un franc-tireur qui refuse de se voir « récupéré » et se bat, chez lui, contre « la politique de la production et de la rentabilité ».

Parti d'un théâtre de la réalité (« *Pendant la guerre*, dit-il, *la réalité était trop cruelle pour que nous lui échappions* »), Tadeusz Kantor découvre en 1942 l'expérience surréaliste. Tout en refusant de se

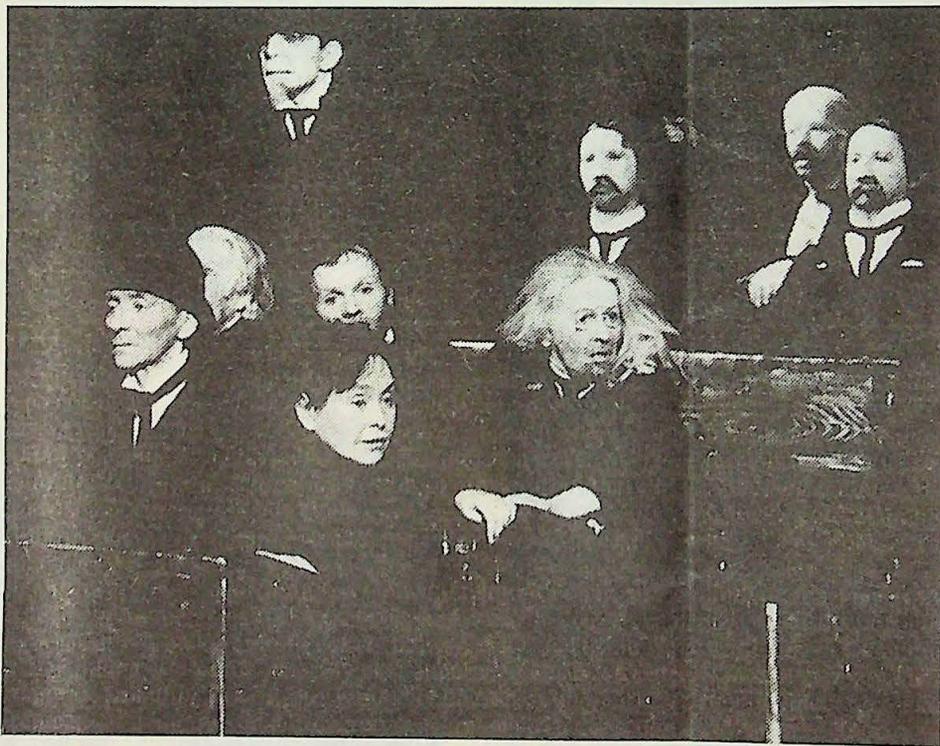


photo DR

chant d'un peuple mille fois blessé (une valse polonaise, un soldat hagard cherche qui tuer, un ancien combattant de fige dans un éternel garde à vous). Ce sont les derniers sursauts de la culture juive (des berceuses yiddish, des chants hassidiques). C'est le terrible regard que pose T. Kantor sur le tragique de tout destin humain quand il met en scène cette *classe morte* qui souffle sur nous un vent d'Est qui est vent de mort.

Tadeusz Kantor vient de Pologne. Peintre, acteur, metteur en scène, il s'occupe de théâtre depuis la dernière guerre. Fondé en 1955, le théâtre Cricot 2 se veut indépendant, non conformiste.

produire dans des théâtres (« *Il faut montrer l'art dans la vie et l'installer dans les réalités* »), il commence ses premiers *assemblages* où les objets auront autant d'importance que les acteurs. Entre 1945 et 1955, pleine période du stalinisme, les activités de Kantor sont réduites au néant. Intérieurement, il continue de chercher. Ce qu'il va trouver ? La nécessité de briser la forme et de renoncer à toute construction théâtrale. Cette tentative de *théâtre informel* sera poussée plus loin encore, jusqu'au vide, à la tentative de totale destruction : ce sera, vers 1963, le *théâtre zéro*...

Aujourd'hui enfin, il trouve dans la

notion même de la mort la dernière réponse possible pour briser « la maladie mortelle de l'art » : le conformisme. Le spectateur voit des hommes, là-bas, sur scène, qui lui ressemblent trait pour trait et que, pourtant, il perçoit comme infiniment étrangers « *C'est cela, la mort*, explique Kantor : *une cloison soudaine entre deux êtres jadis semblables.* »

On voit que le travail du Cricot 2 n'est pas facile. A ne pas manquer, pourtant, par les courageux.

Fabian GASTELLIER ■

Conquérir sa féminité

Strasbourg TNS. Que demande Franziska à un Méphisto qui fait irruption dans sa chambre de jeune fille ? Avoir la prise sur le monde et les plaisirs d'un homme. Plaisirs décevants. Franziska ne secoue le joug de Méphisto qu'en se réalisant comme femme. La pièce de Wedeking, écrite en 1911, est un plaidoyer pour la liberté sexuelle et le droit des femmes à élever, hors du mariage, les enfants qu'elles ont choisi d'avoir. Sur le plateau du TNS, donnée à voir dans des décors de Françoise Darne par Hélène Vincent et Agnès Laurent qui signent leur première mise en scène, c'est aussi une réflexion sur l'expressionnisme au théâtre, mais une réflexion qui s'octroie, magnifiquement, tous les moyens de l'expressionnisme, sa volonté en particulier de s'engager dans ses choix et dans ses images.

D.N. ■

Un présent qui ne me convient pas

Dorénavant I au TEP. Un homme marche dans la ville. Ville béton. Une civilisation pétrifiée par cette coulée de lave moderne comme jadis Pompeï. Toute une journée, l'homme marche et décrit et prend en compte le cri que les autres ne crient pas. Les autres ? Une femme enfermée dans une cage de verre, et qui, tout en parafaisant à longueur de vie son maquillage, chante les coquelicots perdus ; une ménagère appliquée qui finit par malaxer chocolat gluant, tomates, yaourts ; ou l'habitue terrorisée d'un parking prête à tirer sur tout, fût-ce des ombres. Pauvres réflexes d'individus qui, à force de passivité, ressemblent à des moutons qu'on égorge. *Dorénavant I*, un grand spectacle écorché vif, a été conçu par Jean-Paul Wenzel au cours d'un an d'animation à Bobigny. Mais son angoisse déborde le périmètre de la ville. C'est toute la classe ouvrière qu'il voit acculée à « une résistance désespérée ». « Entre la solitude de chaque famille, de chaque personne et l'activité de groupes militants, infimes en nombre, rien n'est proposé. Il n'y a qu'un trou, énorme. »

D.N. ■

points de vue

La moisson hebdomadaire de perles et, quand même, au hasard des soirs, un peu de télé-choc...

Si vous êtes téléphiles, vous le savez ; et si c'est que vous penchez plutôt du côté des pourfendeurs de la télécratie, vous vous en doutez tout de même : il arrive qu'on rigole, à la télé ; ou qu'on en prenne plein la gueule.

Pour la rigolade, on ne surprendra pas trop en soutenant qu'elle se niche plutôt entre un deuxième et un troisième degré, hors télécommande, loin des émissions spécialisées du style « *Alors raconte...* » (TF1), « *La Lorgnette* » (ANT 2) ou même « *Drôle de baraque* » (Ant 2). Certes ce dernier fait mieux que tous les autres réunis, mais il lui arrive aussi de tomber à plat, ce qui — pour de l'humour « élevé » — atteint vite la perspective rasante. Exemples :

- Dans une séquence par ailleurs anthropologiquement prétentieuse diffusée l'autre mercredi par TF1, on a réussi — images à l'appui — à mettre en parallèle les rituels de scarifications en Afrique, avec les « jamborées » scouts, les bizuthages dans les écoles militaires, et les veillées de la Légion étrangère sur l'immortel refrain : « Tiens voilà du boudin... ». C'était jubilant !

- dans le journal de fin de soirée, Poupou, l'ami public n° 1, recevant sa « x^e » médaille, et bredouillant : « *Le vélo est honoré au travers de ma personne* ». C'était roulant.

- samedi, à Hebdo-Chansons (Ant 2), après avoir entraperçu un Chirac enfin humain causant de Jacques Brel, l'inné-narrable « Marseillaise » d'Omar Sharif — cet immigré comblé — sur fond rougeoyant et bleuté. Réconfortant ! — et Gicquel, lundi soir, la mine défaite, annonçant que le pape Paul VI s'est proposé comme otage. Larmoyant !

À la radio, on ne sait pourquoi, les perles se digèrent mal :

- Edouard Sablier, le matin, dans sa chronique quotidienne de politique étrangère de France-Inter, multipliant les appels agressifs à « l'opinion française » pour condamner sans appel un jour les « pièges de l'eurocommunisme », un autre les « crimes du Polisario ».

- Pierre Bouteiller, et son magazine quotidien de 9 h, sur France-Inter : « *Il n'y a pas de censure ici, on est pas à la télévision* », dit-il tranquillement, au mo-

ment où plusieurs centaines de journalistes de FR3 se mettent en grève pour soutenir, justement, des camarades censurés.

- au jeu des mille francs, un candidat : « *J'ai fait tous les grands combats coloniaux dans la marine...* » — « *Quel beau programme, mes compliments Monsieur* », réplique l'inusable Lucien Jeunesse...

Mais il y a eu aussi cette semaine deux bons moments de la télé-choc. D'abord le film de Sydney Lumet de lundi soir, sur TF1 : « *La Colline des hommes perdus* ». Un camp de redressement britannique en Afrique, pendant la « dernière » guerre — comme on dit. Une fabrique à « vrais hommes » : « *J'en ai brisé des centaines comme vous* ». Une belle galerie de portraits. Les ressorts de l'univers concentrationnaire. Et, en apothéose, la révolte folle du Nègre tranquille. Ça se regardait d'un bout.

Et puis les « *Dossiers de l'écran* » de mardi soir (Ant. 2), sur le viol. L'émission a beau être poussiéreuse souvent, il y a tant de sujets tabous à la télé qu'elle finit bien de temps en temps par paraître ouvrir la voie : c'était le cas. Et c'est une émission vraiment populaire — ce qui ne gâte rien — avec une esquisse tronquée, timide bien sûr, mais quand même, de participation-réaction de l'auditoire : le standard « SVP » de Guy Darbois.

Après le « télé-film » — un viol dans un parking, et un procès choc qui finissait par blanchir le violeur, ou comment-on-construit-devant-un-jury-une-image-d'homme-fatal-mais-normal-succombant-à-des-femmes-aguicheuses — c'était le grand « cri de colère » des téléspectateurs : « *J'ai été violée à 7 ans ; à 15 ans ; il y a six mois ; j'étais enceinte de trois mois ; mon fils était dans le lit ; violée par mon père à 11 ans ; à 13 ans ; à 16 ans...* ». Et puis un débat vif et grave, malgré les propos médicalement vulgaires d'un « Dr Zwang » : « *Les gens qui ont l'hipotalamus un peu fatigué, mais ne sont pas candidats à la lobotomie, trouvent un sacré profit thérapeutique dans le porno où l'amour sans arrière-plan file à jet continu...* ».

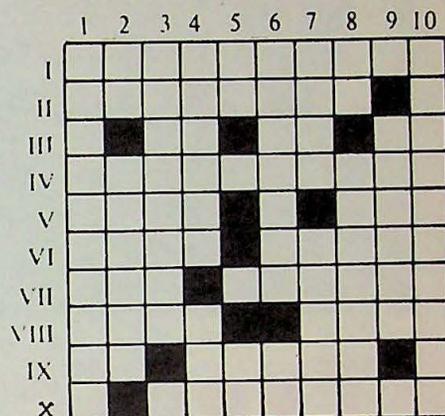
Deux femmes violées — 20 et 55 ans — et l'avocate Gisèle Halimi ont vaillam-

ment cassé la glace du silence télévisé sur le viol : « *Le moins dénoncé de tous les crimes de France* ». « *Avortement, viol, porno, c'est la même lutte : on nous vend toujours* », ont-elles dit. C'est la suite logique du sifflet dans la rue, du pelotage dans le métro. Heureusement, M. Peter, l'Allemand lobotomisé « présent sur scène, devant vos yeux », avait laissé ses pulsions au vestiaire.

Philippe MARIELIE ■

MT MOIS ROUSSES

Problème n° 35



Horizontalement :

I. Ne sont pas tous comme Poupidou ou Giscard, fort heureusement ! II. Des révolutions autour d'un axe ! III. Symbole pour un pare-chocs — Dieu des spéculateurs — note. IV. Font plus que prêter leur oreille. V. Fit délirer Barrès — une otite largement commencée. VI. Connait - faits pour emballer. VII. Un début d'irrégularités - très communs. VIII. Elle sont bien là - fit tourner (?). IX. Vieille préposition - l'atmosphère bretonne. X. Blanchissent ou verdissent suivant les natures.

Verticalement :

1. Comme l'ont été beaucoup d'espairs. 2. Epelé : rupin ! - des hauts-de-forme pour un certain Romain. 3. La gauche en 78 ????. 4. Sont égarés - un titre d'outre-manche. 5. Roule sur une peau - lac. 6. Donnent des voix - à payer. 7. Père des oratoriens - vieilles, elles tenaient aux manches ! 8. Un maximum quand on n'a pas d'atouts - courbées. 9. Par la grâce de Barre, on peut en avoir et ne plus en avoir. 10. Faisons un boulot d'huissier.

Solution du n° 34

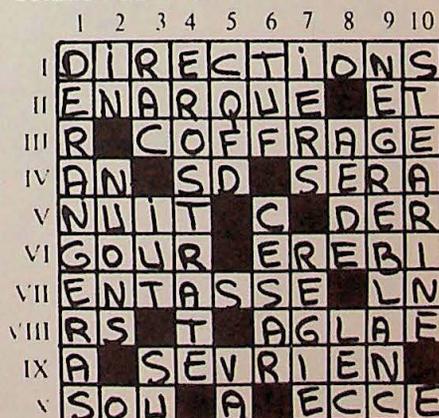




photo DR

Yves Simon : "parfois je chante..."

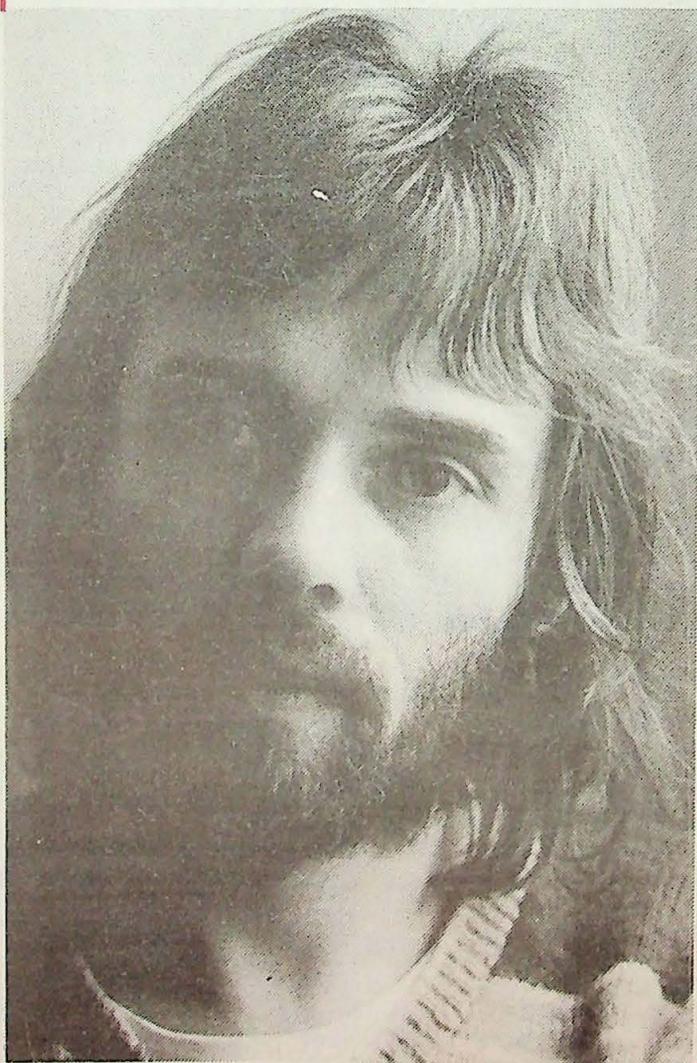


photo DR

*« Vous marchiez, Juliet, au bord de l'eau
Vos quatre ailes rouges sur le dos
Vous chantiez Alice de Lewis Carroll
Sur une bande magnétique un peu folle
Maman, on va cueillir des pâquerettes
Au pays des merveilles de Juliet. »*

Un tube ? Oui : un tube. Pour les boîtes, pour les boum, pour les juke-boxe. Yves Simon ne s'en plaint pas. Il y avait jusqu'ici deux catégories de chanteurs. Lui n'appartient à aucune. Inclassable. Il préfère ne ressembler à personne.

Dans la piaule qu'il occupe place Dauphine, au beau milieu d'un tas de trucs stereo, Yves Simon découpe des mots, les mélange - savamment -, et il en fait des phrases. Ça s'appelle « Juliet », « Les Gauloises bleues », « J'ai rêvé New York ». Tout ce qu'il chantera à l'Elysée-Montmartre jusqu'au 21 octobre. Lulu, l'ex-patron de la Pizza du Marais, a déménagé le ring de l'Elysée pour y accueillir désormais la chanson. Et c'est Simon qui inaugure l'ancienne salle des catcheurs. Drôle, non ?

Yves Simon, quand il s'attarde à vous expliquer d'où lui vient ce côté irréel, cette transparence qu'on retrouve dans ses chansons, est embarrassé. Son inspiration tient du patchwork. Telle réminiscence de Brel ; tel clin d'œil à Lewis Carroll, tel souvenir d'enfance, telle femme entrevue furtivement au coin d'une rue. La vie est tellement imprévisible... Simon glane ça et là les images un peu folles des premières amours, des rencontres littéraires, et témoigne d'un goût immodéré pour la vie, pourvu qu'elle soit dans la rue. Confus presque, Simon, quand on évoque devant lui le volume que Seghers lui a consacré dans la collection « poète d'aujourd'hui ». Très discret quand on lui parle des *Jours en couleurs* (1972), de *l'Homme arc-en-ciel* (1972) et de *Transit-Express*, les trois romans qu'il a publié chez Grasset. Mais dans son pigeonnier de la place Dauphine, entre deux tournées et les copains qui passent, Yves Simon trace fiévreusement sur sa table à tréteaux les arabesques d'un prochain roman, d'une autre chanson.

José SANCHEZ ■